

Compte-rendu de débat : la place de la Chine en Afrique

Le magazine britannique *The Economist* a organisé un débat sur son site internet, conduit dans la tradition oxfordienne entre un défenseur de la thèse, un avocat de l'antithèse, avec des apports d'invités spéciaux et du grand public.

La motion à débattre était : **la participation croissante de la Chine dans les affaires de l'Afrique est bienvenue**. L'ensemble du débat est disponible en anglais sur :

<http://www.economist.com/debate/overview/165>

Le débat a été très vif, les arguments percutants et la participation du public – avec de nombreux intervenants africains – enrichissante.

Le débat s'est conclu en faveur de la motion avec 59% des internautes visiteurs votant pour et 41% votant contre. Mais pour aller au-delà de la thèse débattue, le modérateur du débat a conclu qu'il était trop simpliste de considérer l'Afrique comme un ensemble homogène. De même, les acteurs chinois présents en Afrique ont des stratégies diverses et l'on ne peut parler de « la Chine » comme d'un tout. Enfin, reconnaissant sa défaite, le défenseur africain de l'antithèse a souhaité que davantage de débats ouverts sur l'Afrique tels que celui-ci soient organisés ; en effet, l'Occident a trop souvent peur de critiquer l'Afrique ouvertement et reste trop souvent dans le « politiquement correct ».

M. Calestous Juma, un Kenyan et Professeur en Pratique du développement international au Belfer Centre de l'Université de Harvard a défendu la thèse du débat en ces termes :

- Les investissements chinois en Afrique et les échanges commerciaux entre les pays Africains et la Chine tirent le développement économique des partenaires africains.
- Les activités des Chinois en Afrique ont remis l'Afrique subsaharienne sur la carte des marchés internationaux des matières premières.
- Les gouvernements des pays africains ont été amenés à réexaminer leur stratégie de développement économique pour y intégrer la participation chinoise.
- L'Afrique peut tirer partie de leçons du développement passé de la Chine. Notamment, la promotion du marché intérieur pour développer la croissance économique ; les investissements dans l'infrastructure du pays afin de favoriser les activités économiques ; l'investissement dans la formation universitaire technique et scientifique afin de pouvoir gérer ce développement économique ; les institutions démocratiques ne sont pas un préalable nécessaire au développement économique ; faire attention au développement à outrance susceptible de porter atteinte à l'environnement.
- Les produits de grande consommation chinois importés à prix compétitifs en Afrique permettent à des populations encore pauvres d'entrer dans la société de consommation.
- Dans ces échanges commerciaux avec l'Afrique, la Chine a modifié son approche en supprimant les taux de douanes de 95% des produits venant des pays les moins avancés africains. Les pays africains ont appris à négocier des conditions plus avantageuses.
- La Chine a investi massivement dans les infrastructures, la formation technique et l'assistance technique pour le développement agricole en Afrique.

M. George Ayittey, Economiste Ghanéen à l'Université Américaine de Washington, D.C., a réfuté la thèse défendue par son opposant :

- Les biens de consommation importés de Chine sont souvent de mauvaise qualité.
- Il n'y a aucun scrupule moral ou de développement durable dans les investissements chinois en Afrique.
- La corruption et les abus de biens sociaux foisonnent autour des contrats d'investissements chinois en Afrique.
- L'aide financière chinoise est liée à l'utilisation de biens et équipements chinois, et à l'importation d'une main d'œuvre chinoise.
- Les produits importés chinois entrent en compétition avec une industrie manufacturière locale, entraînant des pertes d'emploi et parfois la destruction d'industries locales.
- Les partenaires chinois ne mettent aucune pression pour améliorer la gouvernance et les institutions politiques des pays bénéficiaires.
- La Chine cherche à sécuriser le vote de nombreux partenaires au sein des assemblées générales de l'ONU.
- La Chine a un plan pour utiliser les terres arables africaines pour relocaliser une population agricole chinoise en manque de terres fertiles.
- Les termes de l'échange entre les pays africains et la Chine sont sur la base du troc et non-monayables.
- Un pays comme le Botswana est un meilleur modèle de développement pour l'Afrique que la Chine : son développement économique est basé sur des institutions indigènes, une démocratie avec plusieurs partis politiques et une économie de marché libre.

Deux invités spéciaux au débat ont apporté un éclairage différent sur la question débattue. Mme Khadija Sharife, journaliste et chercheuse associée au Centre pour la société civile (CCS) à l'université du KwaZulu-Natal en Afrique du Sud, était contre la motion débattue, insistant sur le fait que la diplomatie commerciale chinoise utilisait le pouvoir des régimes despotiques africains pour arriver à ses fins. En revanche, M. Yang Yao, Directeur du Centre chinois de recherche économique à l'Université de Pékin, a conseillé que les recettes engendrées par les exportations de matières premières devait en priorité servir à développer le secteur manufacturier des pays africains, qui devaient également mieux utiliser leurs ressources foncières afin de développer leur agriculture.

Lors du débat, des intervenants extérieurs ont apporté quelques points de vue additionnels :

- L'Occident doit se rendre à l'évidence de sa perte d'influence vis-à-vis de l'Afrique ;
- Les Africains dorénavant peuvent et doivent choisir eux-mêmes avec qui ils souhaitent collaborer, sur quoi, et dans quelles conditions. La société civile et les ONG locales en Afrique sont de plus en plus impliquées dans ce débat ;
- Il ne faut pas se focaliser sur l'influence de la Chine en Afrique. L'Afrique peut également collaborer et apprendre du Brésil ainsi que de l'Inde.

*Jo Cadilhon
Centre d'études et de prospective*